

Audience publique du 14 juin 2021

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44223 du rôle et déposée le 2 mars 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Mariame Yazback, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Tunisie), de nationalité tunisienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 17 janvier 2020 portant décision de retour à son encontre ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 juillet 2020 ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale¹ ;

Vu le courrier électronique adressé le 8 janvier 2021 au greffe du tribunal administratif par Maître Mariame Yazback informant le tribunal que l'affaire pouvait être prise en délibéré en dehors de sa présence ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Yannick Genot en sa plaidoirie à l'audience publique du 11 janvier 2021 ;

Vu le courrier électronique du délégué du gouvernement du 12 janvier 2021 ;

Vu l'avis du tribunal administratif du 18 janvier 2021 prononçant la rupture du délibéré et refixant l'affaire à l'audience publique du 8 février 2021, pour continuation des débats ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Mariame Yazback et Madame le délégué du gouvernement Danitza Greffrath en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 février 2021.

Le 23 mars 2018, Monsieur ..., accompagné de son frère mineur, ..., introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministère », une demande de protection internationale, au

¹ « Les affaires pendantes devant les juridictions administratives, soumises aux règles de la procédure écrite et en état d'être jugées, pourront être prises en délibéré sans comparution des mandataires avec l'accord de ces derniers. »

sens de la loi du 18 décembre 2015 à relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Le même jour, Monsieur ... fut auditionné par un agent du ministère dans le cadre de la procédure dite « Dublin III ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section ..., dans un rapport du même jour.

En date des 22 août et 16 octobre 2018, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 13 décembre 2018, notifiée le lendemain, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ..., accompagné de son frère mineur, ..., qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se basant sur les dispositions de l'article 27 (1) a) de la loi du 18 décembre 2015 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire.

Par jugement du juge, siégeant en remplacement du président de la première chambre du tribunal administratif, du 1^{er} février 2019, Monsieur ... fut débouté de son recours contentieux introduit à l'encontre de la décision ministérielle, précitée, du 13 décembre 2018.

Il se dégage de deux courriers électroniques des 16 et 25 juillet 2020 émanant respectivement d'un agent ministériel et d'un agent de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration que Monsieur ... avait quitté le territoire luxembourgeois et que son frère mineur, ..., s'y maintenait.

Par ordonnance du juge des tutelles délégué près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 30 juillet 2019, Maître Mariame Yazback fut nommée administrateur ad hoc du mineur

Le 4 octobre 2019, le Comité d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, ci-après désigné par « le Comité », émit un avis « (...) *sur la question de savoir si l'éloignement de Monsieur ..., né le ..., vers la Tunisie est nécessaire dans son intérêt (...)* », en retenant, à cet égard, ce qui suit : « (...) *Au regard du fait que le mineur n'est exposé à aucun danger en Tunisie et qu'il est régulièrement en contact avec sa mère et sa sœur, le Comité est amené à conclure qu'il est dans son intérêt supérieur de retourner dans son pays d'origine afin de préserver le milieu familial (...)* ».

Par arrêté du 17 janvier 2020, notifié le 29 janvier 2020, le ministre déclara irrégulier le séjour du mineur ... sur le territoire luxembourgeois, en lui ordonnant de quitter ledit territoire dans un délai de 30 jours, ledit arrêté étant libellé comme suit :

« (...) Vu les articles 100 et 109 à 115 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu l'avis du Comité d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant du 4 octobre 2019 ;

Attendu que l'intéressé n'est pas en possession d'un passeport en cours de validité ;

Attendu que l'intéressé n'est pas en possession d'un visa en cours de validité ;

Attendu que l'intéressé ne justifie pas l'objet et les conditions du séjour envisagé ;

Attendu que l'intéressé n'est ni en possession d'une autorisation de séjour valable pour une durée supérieure à trois mois ni d'une autorisation de travail ; (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 2 mars 2020, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté ministériel, précité, du 17 janvier 2020.

Etant donné qu'aucune disposition légale n'instaure de recours au fond en la présente matière, le tribunal n'est pas compétent pour connaître du recours principal en réformation.

Le recours subsidiaire en annulation, ayant été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur, après avoir exposé les faits et rétroactes gisant à la base de l'arrêté ministériel déféré, soutient que ce dernier devrait encourir l'annulation pour violation de l'article 13 (2) de la loi du 18 décembre 2015, en ce qu'il n'aurait jamais été auditionné quant aux motifs gisant à la base de sa demande de protection internationale, contrairement à son frère. Sur ce point, il donne à considérer qu'il aurait déposé une deuxième demande de protection internationale jugée recevable par le ministre.

A titre subsidiaire, il fait valoir que ce serait à tort que le ministre se serait rallié à l'avis du Comité du 4 octobre 2019.

A cet égard, en se prévalant des articles 2, 3, 6 et 12 de la Convention internationale des droits de l'Enfant du 20 novembre 1989, ci-après désignée par « la CIDE », il fait valoir qu'il serait dans son intérêt de ne pas retourner en Tunisie.

Il explique, dans ce contexte, qu'à l'âge de ... ans, il aurait pris la décision de rester au Luxembourg, afin de réaliser son projet de vie de manière sereine, ce qu'il ne pourrait faire en Tunisie en raison de problèmes familiaux et économiques, ainsi que cela se dégagerait du rapport de l'Organisation internationale pour les migrants (« OIM »).

Il serait très autonome et bien intégré au foyer où il résiderait, participerait aux activités, aurait une bonne relation avec les éducateurs et éviterait les conflits.

Il aurait l'intention de devenir coiffeur et de trouver un travail, afin de soutenir sa famille restée en Tunisie. Or, la formation de coiffeur lui serait inaccessible en Tunisie, étant donné que sa famille n'aurait pas les moyens financiers nécessaires pour lui permettre de suivre cette formation et que l'Etat tunisien ne proposerait aucun subside. Par ailleurs, il n'aurait que très peu de perspectives de trouver un emploi en Tunisie, où le taux de chômage chez les jeunes serait très important.

Le demandeur donne encore à considérer qu'il souffrirait de troubles psychologiques, à savoir notamment au niveau de la concentration, et à ce titre, il serait « (...) traité par la Ritaline (...) ». Il serait suivi au niveau psychiatrique et connaîtrait encore des problèmes d'énurésie. Or, en raison des conditions de vie précaires en Tunisie, il lui serait impossible d'accéder aux soins

médicaux nécessaires en raison de son état de santé, alors que sa famille n'aurait pas les moyens financiers nécessaires à cette fin, et que l'Etat tunisien ne prévoirait aucune sécurité sociale à ses citoyens et encore moins au plus démunis.

Ainsi, le retour du demandeur dans son pays d'origine le priverait incontestablement du droit à la santé, du droit à l'éducation et du droit à la sécurité sociale, tels que prévus respectivement par les articles 24, 28 et 26 de la CIDE, alors que sa famille n'aurait ni les possibilités ni les capacités financières pour subvenir à ses besoins et assurer son développement en tant qu'enfant et que l'Etat ne pourrait pas lui fournir l'assistance nécessaire, afin d'assurer un niveau de vie adéquat pour son développement physique, mental, moral et social.

En outre, il se dégagerait du susdit rapport de l'OIM que le retour et la réintégration du demandeur ne seraient envisageables ni pour le mineur ni pour sa famille.

De même, dans la mesure où le demandeur souhaiterait rester au Luxembourg pour suivre une formation de coiffeur et pour se procurer des soins médicaux adéquats, il y aurait lieu de tenir compte de son opinion, conformément à l'article 12 de la CIDE. Or, en l'espèce, en décidant le retour du demandeur dans son pays d'origine, le ministre n'aurait pas pris en compte l'opinion de l'intéressé, de sorte à avoir violé l'article 12, précité, de la CIDE.

Il y aurait encore lieu de tenir compte de l'opinion des parents du demandeur qui n'entendraient pas l'accueillir en cas de retour en Tunisie en raison de problèmes économiques et familiaux, ainsi que cela se dégagerait dudit rapport de l'OIM. En prenant la décision de retour litigieuse, le ministre aurait violé l'article 5 de la résolution du Conseil de l'Union européenne sur les mineurs non accompagnés ressortissants de pays tiers, ci-après désignée par « la Résolution », alors qu'aucun élément ne permettrait de garantir une prise en charge de manière appropriée, que ce soit par les parents du demandeur, par l'Etat ou par une autre institution.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

S'agissant d'abord du moyen tiré de la violation de l'article 13 (2) de la loi du 18 décembre 2015, le tribunal précise que cette disposition légale est libellée comme suit :

« (...) (2) Le demandeur a le droit à un entretien personnel sur le fond de sa demande de protection internationale avec un agent du ministre, sans préjudice des articles 28 et 32 (...) ».

A l'audience publique des plaidoiries du 11 janvier 2021, le tribunal a soulevé la question de savoir si les deux frères ... avaient introduit une demande de protection internationale en 2018.

Par courrier électronique du 12 janvier 2021, le délégué du gouvernement a pris position par rapport à cette question en les termes suivants :

« (...) Les deux frères ... ont introduit une demande de protection internationale en date du 23 mars 2018. Cette demande a fait l'objet d'une décision ministérielle de rejet du 13 décembre 2018.

Le recours introduit par Maître El Bouyousfi a été déclaré non-fondé par un jugement de Votre Tribunal du 1^{er} février 2019, portant le numéro 42190 du rôle.

Ainsi, les frères ... sont à ce jour définitivement déboutés de leur demande de protection internationale. (...) ».

Par avis du 18 janvier 2021, le tribunal a prononcé la rupture du délibéré et a refixé l'affaire à l'audience publique du 8 février 2021, pour continuation des débats, afin de permettre à la partie demanderesse de prendre oralement position quant au contenu de ce courrier électronique.

A la susdite audience du 8 février 2021, le litismandataire du demandeur a fait valoir que le ministre n'aurait jamais pris de décision quant à la demande de protection internationale de son mandant. Seul le frère de ce dernier aurait vu sa demande rejetée.

Le délégué du gouvernement a contesté cette présentation des faits, en indiquant qu'il se dégagerait du libellé de la décision ministérielle, précitée, du 13 décembre 2018 que les deux frères ... se seraient vu refuser leur demande de protection internationale. Monsieur ..., en tant que majeur, aurait été responsable de son frère mineur, qui n'aurait, à l'époque, pas eu la qualité de mineur non accompagné.

Le tribunal constate que le 23 mars 2018, Monsieur ..., s'est, à l'instar de son frère, vu délivrer une « *Attestation d'introduction d'une demande de protection internationale* », certifiant qu'à cette dernière date, l'intéressé « (...) a introduit une demande de protection internationale qui est en cours d'instruction (...) ».

Au vu de ces pièces et des explications du délégué du gouvernement, le tribunal retient que le 23 mars 2018, les deux frères ... ont introduit une demande de protection internationale.

Il se dégage encore de ces attestations que leurs demandes ont été enregistrées sous le même numéro de référence, à savoir ..., de sorte qu'il était dans l'intention de la partie étatique de traiter les deux demandes ensemble.

S'il est constant en cause que le mineur ... n'a pas été auditionné quant au fond de sa demande de protection internationale, contrairement à son frère, le tribunal constate que la décision ministérielle, précitée, du 13 décembre 2018, certes adressée à Monsieur ..., d'une part, porte le numéro de référence commun aux demandes respectives des deux frères et, d'autre part, contient la mention suivante : « (...) *Vous êtes accompagné de votre frère mineur ...* (...) ».

Le tribunal en déduit qu'il était dans l'intention du ministre de débouter chacun des deux frères ... de sa demande de protection internationale, à travers la décision en question, tel que cela a encore été confirmé par le délégué du gouvernement à travers son courrier électronique du 12 janvier 2021 et ses explications fournies oralement à l'audience des plaidoiries du 8 février 2021.

Dans ces circonstances, le tribunal retient que la décision ministérielle du 13 décembre 2018 est à interpréter comme ayant été prise non seulement à l'encontre de Monsieur ..., mais également à l'encontre de son frère, ..., de sorte que chacun d'eux a été débouté de sa demande de protection internationale.

La question de savoir si le ministre a valablement pu débouter Monsieur ... de sa demande de protection internationale à travers sa décision du 13 décembre 2018, sans avoir, au préalable, procédé à son audition, en application de l'article 13 (2) de la loi du 18 décembre 2015, a trait à la légalité de cette dernière décision, qui ne fait pas l'objet du présent litige, et non pas à celle de la décision actuellement déférée.

Si le demandeur soutient encore dans sa requête introductive d'instance qu'il aurait introduit une deuxième demande de protection internationale, cette affirmation n'est corroborée par aucun élément probant.

Au vu des considérations qui précèdent, le moyen tiré de la violation de l'article 13 (2) de la loi du 18 décembre 2015 est à rejeter.

Le demandeur conteste ensuite le bien-fondé de la motivation gisant à la base de la décision déferée, selon laquelle il serait dans son intérêt supérieur de retourner en Tunisie.

A l'appui de son argumentation, il se prévaut de plusieurs articles de la CIDE, à savoir les articles 2, 3, 6, 12, 24, 26 et 28.

A cet égard, le tribunal précise que pour que les dispositions d'un traité soient directement applicables (*self executing*), deux conditions doivent être remplies. La première concerne l'introduction du traité dans l'ordre interne de l'État partie. La seconde, la formulation du traité : celui-ci doit contenir des droits pour les individus, et pas seulement des obligations pour les États signataires ; ces droits doivent avoir un contenu suffisamment précis pour ne pas nécessiter de texte d'application.²

Il n'est pas contesté que la première condition est remplie en ce qui concerne la CIDE, qui a été approuvée par une loi du 20 décembre 1993, publiée au Mémorial A, n° 104 du 29 décembre 1993.

Quant à la deuxième condition, le tribunal retient, au vu de leurs libellés respectifs, que les articles 2, 6, 24, 26 et 28 de la CIDE ne sont pas d'application directe, en ce qu'ils ne créent d'obligations qu'à charge des États parties et qu'ils n'ont pas l'aptitude à conférer par eux-mêmes des droits aux particuliers, dont ceux-ci pourraient se prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles, sans qu'aucune mesure interne complémentaire soit nécessaire à cette fin.³ Le demandeur ne saurait, dès lors, utilement s'en prévaloir à l'appui du présent recours.

Quant à l'article 12 de la CIDE, ce dernier prévoit ce qui suit :

« 1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale. ».

² F. Monéger, Droits de l'enfant, Dalloz, Répertoire de droit international, janvier 2017, n° 31.

³ Voir, en ce sens :

- quant aux articles 2 et 26 de la CIDE : Cass. belge, 26 mai 2008, cité in S. Van Drooghenbroeck, Le droit international et européen des droits de l'homme devant le juge national, 1^{ère} édition, Bruxelles, Larcier, 2014, p. 203,
- quant aux articles 24 et 26 de la CIDE : CE fr., 23 avril 1997, n° 163043, disponible sur www.legifrance.gouv.fr.

Même à admettre que cette disposition doive être considérée comme étant d'application directe – l'applicabilité directe ayant été admise par la Cour de cassation française, en ce qui concerne le paragraphe (2) de la disposition en question⁴, mais non pas par le Conseil d'Etat français⁵ – le tribunal retient qu'une violation de cette disposition n'est pas vérifiée en l'espèce, étant donné qu'il se dégage des visas de l'avis du Comité du 4 octobre 2019, auquel la décision déférée se réfère expressément, que le demandeur a été entendu en ses déclarations orales à cette dernière date et que ses déclarations ont été prises en considération, étant précisé que l'article 12 de la CIDE ne saurait être interprété en ce sens que les opinions du mineur devraient nécessairement être suivies par l'autorité administrative appelée à prendre une décision à son égard. Le moyen afférent encourt, dès lors, le rejet.

S'agissant ensuite plus particulièrement de la question de la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, le tribunal constate qu'indépendamment d'une éventuelle applicabilité directe de l'article 3 de la CIDE, cette question est, en la présente matière, régie par une disposition spécifique de droit interne, à savoir l'article 103 de la modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, aux termes duquel « *Aucune décision de retour ne peut être prise contre un mineur non accompagné d'un représentant légal, à l'exception de celle qui se fonde sur des motifs graves de sécurité publique, sauf si l'éloignement est nécessaire dans son intérêt. L'intérêt supérieur de l'enfant est évalué individuellement par une commission consultative dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par règlement grand-ducal. Le mineur non accompagné est assisté par un administrateur ad hoc dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles relatives à l'entrée et le séjour sur le territoire.* ».

S'il est exact que la partie étatique n'a pas expressément fait état de cette disposition légale – à l'instar, d'ailleurs, du demandeur –, il n'en reste pas moins que les éléments de la cause permettent de retenir que la décision déférée a été prise en application de la disposition en question, étant donné qu'après avoir fait évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant par le Comité, invité à se prononcer « (...) *sur la question de savoir si l'éloignement de Monsieur ..., né le ..., vers la Tunisie est nécessaire dans son intérêt* (...) », la partie étatique s'est ralliée, à travers la décision litigieuse, à l'avis de ce dernier, aux termes duquel le retour du demandeur serait dans son intérêt supérieur, cette argumentation ayant encore été développée par le délégué du gouvernement au cours de la phase contentieuse.

Le constat de la conformité d'un retour du demandeur en Tunisie à l'intérêt supérieur de l'enfant fait, dès lors, partie intégrante de la motivation gisant à la base de la décision litigieuse.

Etant donné que le demandeur conteste le bien-fondé de cette motivation, il appartient au tribunal de vérifier si la partie étatique a valablement pu considérer qu'un retour du mineur en Tunisie serait dans son intérêt supérieur.

A cet égard, le tribunal constate qu'il se dégage des précisions fournies par le Comité dans son avis du 4 octobre 2019, non contestées sur ce point par le demandeur, que l'intéressé est en contact régulier avec sa mère et sa sœur. Il se dégage encore du rapport de l'OIM qu'il communique hebdomadairement avec son père. Ainsi, la partie étatique a valablement pu considérer qu'un retour du demandeur en Tunisie permettrait de préserver le milieu familial, ce qui est *a priori* dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

⁴ Cass. fr., civ. 1^{re}, 18 mai 2005, n° 02-20.613, disponible sur www.legifrance.gouv.fr.

⁵ CE fr., 3 juillet 1996, n° 140872, disponible sur www.legifrance.gouv.fr.

S'il ressort encore dudit rapport, d'une part, que le père du demandeur a déclaré ne pas être prêt à l'accueillir chez lui en cas de retour en Tunisie, en invoquant des problèmes économiques et familiaux et, d'autre part, qu'une réintégration du demandeur dans sa famille ne serait envisageable ni pour cette dernière ni pour le demandeur lui-même, ces éléments ne permettent néanmoins pas de retenir qu'il ne serait pas dans l'intérêt du demandeur de retourner en Tunisie.

En effet, tel que souligné à juste titre par le délégué du gouvernement, il ressort du même rapport que le père du demandeur avait connaissance des projets de son fils de reconstruire sa vie à l'étranger. Il a encore déclaré, d'un côté, qu'il ne souhaiterait pas que son fils retourne au pays et, d'un autre côté, qu'... lui manquerait et qu'il serait inquiet pour la situation de ce dernier après sa majorité. Ainsi, les déclarations du père de Monsieur ... selon lesquelles il ne compterait pas accueillir son fils chez lui n'emportent pas la conviction du tribunal, en ce qu'elles traduisent la volonté du père de ne pas faire obstacle aux projets de son fils en Europe, et non pas un véritable refus de s'occuper de lui.

Par ailleurs, quant aux problèmes économiques évoqués par le père du demandeur, le tribunal constate qu'il ressort dudit rapport que le salaire de ce dernier, qui travaille en tant qu'agent de sécurité, « (...) *meets just the basic needs* (...) » et que son logement auprès de la tante paternelle de Monsieur ... offre « (...) *le basique pour une vie décente* (...) ».

Dans ces circonstances, le tribunal retient qu'il n'est pas établi que les parents du demandeur, et plus particulièrement son père, n'auraient pas les moyens de prendre leur fils en charge, étant relevé, sur ce point, qu'il ne ressort d'aucun élément probant soumis à l'appréciation du tribunal que les autorités tunisiennes ne pourraient ou ne voudraient pas fournir de l'assistance à la famille, ni qu'elles ne disposeraient pas de structures d'accueil adéquates.

De même, les problèmes familiaux auxquels il est fait état dans le susdit rapport de l'OIM ne sont pas non plus de nature à s'opposer à un retour de Monsieur ... en Tunisie, alors qu'il ressort de ce rapport que les parents de l'intéressé vivent désormais séparément, de sorte que le demandeur ne risque *a priori* pas d'être exposé à leurs conflits, qui l'ont poussé à quitter son pays d'origine.

Par ailleurs, l'affirmation du demandeur selon laquelle la formation de coiffeur qu'il souhaiterait suivre lui serait inaccessible en Tunisie, alors que sa famille n'aurait pas les moyens financiers nécessaires à cette fin et que l'Etat tunisien ne proposerait aucun subside, est restée à l'état de pure allégation, pour ne pas être étayée par des éléments probants, ce d'autant plus qu'il ressort du rapport de l'OIM que sa sœur suit ou a suivi une telle formation.

Dans ce contexte, le tribunal constate encore que le demandeur, qui a quitté l'école précocement, n'établit pas qu'il ne pourrait poursuivre sa scolarité dans son pays d'origine.

En outre, quant aux problèmes de santé du demandeur, le tribunal constate qu'il ne ressort d'aucun élément probant soumis à son appréciation que Monsieur ... ne pourrait obtenir une prise en charge médicale appropriée en Tunisie.

Au vu des considérations qui précèdent, le tribunal retient que la partie étatique n'a pas dépassé sa marge d'appréciation, en retenant que dans la mesure où un retour de l'intéressé permet de préserver le milieu familial, un tel retour est dans son intérêt supérieur.

S'il n'est pas contesté que le Luxembourg offre davantage de perspectives d'emploi que la Tunisie, cette seule considération n'est pas de nature à ébranler la conclusion dégagée ci-avant, étant donné que c'est sans dépasser sa marge d'appréciation que la partie étatique a pu estimer que la préservation du milieu familial doit, en l'espèce, prévaloir sur de telles considérations purement économiques.

Il suit des développements qui précèdent que le moyen tiré d'une méconnaissance de l'intérêt supérieur de l'enfant est à rejeter, et ce indépendamment de la question de l'applicabilité directe de l'article 3 de la CIDE.

La même conclusion s'impose en ce qui concerne le moyen tiré de la violation de l'article 5 de la Résolution, étant donné que les résolutions, qui ne sont d'ailleurs pas prévues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sont des actes non contraignants⁶, de sorte à ne pas pouvoir être utilement invoquées par un administré pour faire valoir une prétendue violation de la législation de l'Union européenne.⁷

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent et en l'absence d'autres moyens, le recours en annulation sous analyse encourt le rejet pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

reçoit en la forme le recours subsidiaire en annulation ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé par :

Françoise Eberhard, premier vice-président,
Hélène Steichen, premier juge,
Daniel Weber, premier juge,

et lu à l'audience publique du 14 juin 2021 par le premier vice-président, en présence du greffier Paulo Aniceto Lopes.

s. Paulo Aniceto Lopes

s. Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 15 juin 2021
Le greffier du tribunal administratif

⁶ C. Degryse, Dictionnaire de l'Union européenne, Bruxelles, Larcier, 4^e édition, 2011, V^o Résolution, p. 858.

⁷ Trib. adm., 26 mars 2003, n^o 15571 du rôle, Pas. adm. 2020, V^o Lois et règlements, n^o 79.